



Fiertés Japonaises

PAR MATHIEU ROCHER
PHOTOS KENTARO TAKAHASHI

Face aux freins et blocages qui constellent le droit japonais, mais aussi aux valeurs traditionnelles durement ancrées dans la société, les communautés LGBT+ du Japon innove pour trouver des espaces de liberté et tenter de faire bouger les lignes. De là à changer la société?

« On aimerait que les Japonais s'intéressent à comment on envisage son genre. On peut être désigné homme, mais ne sentira différemment. Et inversement. »



« C'est un message qu'on veut porter bien au delà de la communauté LGBT. »

« On aimerait que les Japonais s'intéressent à comment on envisage son genre. On peut être désigné homme, mais ne sentira différemment. Et inversement. »

de motivation à celles qui sont lassées du patriarcat et qui se sentent hommes. On se confronte à l'intolérance de la société japonaise. » Pour promouvoir l'égalité, le jeune homme pousse à une convergence des luttes : « On aimerait que les Japonais s'intéressent à comment on envisage son genre. On peut être désigné homme, mais se sentir différemment. Et inversement. C'est un message qu'on veut porter bien au-delà de la communauté LGBT. Mais tout est fermé dans la société, avec des niches partout qui ne communiquent pas entre elles ! »

Fédérer les communautés

Au comptoir de leur café, Satoko et Momoko s'affairent. Il faut accueillir les clients, faire chauffer le repas de leur nourrisson, changer la playlist... Ce couple lesbien a installé un bar *ashiyu* (des bassins sont disposés sous les tables pour se tremper les pieds) en plein Shinjuku 2-chome, connu pour abriter une vie LGBT+ très festive le soir venu. Un lieu pour briser les conventions du quartier : « Nous aussi, nous remarquons que tout est catégorisé dans la communauté LGBT+ et que sa vie est essentiellement nocturne. Alors, nous ouvrons notre bar en journée et tout le monde est bienvenu. On veut créer du lien. »

L'alcôve se situe dans une ruelle sombre à l'arrière des grands établissements pour noctambules. On s'y assoit pour barboter gentiment en sirotant sa *ginger beer* ou son thé. De la détente, mais aussi du combat. Car Satoko et Momoko se sont récemment heurtées aux rudesses du droit japonais. Il y a deux ans, Satoko a accouché d'un petit garçon après une PMA : « On a dû passer par le Danemark, la plus accessible des banques de sperme mondiales, et ensuite on s'est adressé à une clinique LGBT-friendly. Nous sommes très heureuses de l'arrivée de notre fils. Mais ce parcours aurait pu être beaucoup plus simple. Et on connaît tellement d'autres couples pour lesquels ça n'a pas marché. »² Casquette vissée sur ses cheveux peroxydés, Momoko renchérit : « Et puis, en tant que maman non porteuse, j'ai très peu de droits par rapport à notre fils. Je ne pourrais pas le chercher à l'école si Satoko était hospitalisée, par exemple. »

Alors, les deux femmes sont devenues militantes pour que le mariage entre couples de même sexe advienne au Japon, le pays étant le dernier du G7 à ne pas le proposer. Toujours volontaires, elles ont récemment développé un brin d'amer-tume, car, selon elles, « beaucoup de jeunes LGBT+ n'en ont rien à faire, ils veulent vivre leur sexualité, mais sans rien revendiquer ». Une absence d'unité qui empêche de mettre la pression sur les politiques. « C'est décourageant de voir que ces vieux messieurs veulent simplement maintenir la tradition. Fondamentalement, ils ne souhaitent pas que notre situation change. » À défaut de mouvement du pouvoir central, les solutions leur apparaissent locales. Elles ont ainsi été épatées par la ville d'Akashi qui, en décembre

2 - À ce sujet, l'anthropologue Akitomo Shingae de l'université d'Osaka consacre un article à la parentalité chez les femmes lesbiennes, en observant notamment des « mariages d'amitié » entre hommes homosexuels et femmes lesbiennes qui permettent d'accueillir des enfants (« Relationships among lesbians involved in childbirth/parenting, sperm donors, and children in Japan », dans *Journal of Lesbian Studies*, août 2021, pp. 295-308).

La voisine, un peu gênée, ne sait absolument pas nous orienter. « Il n'y a pas de clinique ici. » Elle ne comprend pas ce qui nous a poussés à venir après les horaires de bureau dans ce petit immeuble à 15 minutes à pied de la gare d'Ebisu à Tokyo. C'est notre premier rendez-vous à l'Ebisu TG Clinic et on aurait pourtant juré avoir bien noté l'adresse donnée par Ken Inoue, trentenaire transgenre qui offre des conseils gratuits dans cet établissement accueillant des patient.es dans une démarche de transition. On a pénétré dans l'immeuble, passé une porte anonyme ressemblant à une entrée de service, gravi quelques marches et sonné. Mais c'est une erreur et la vieille dame nous éconduit poliment avant qu'Inoue n'apparaisse finalement en contrebas. La première porte était la bonne. « Il y a un panneau sur l'immeuble, mais les gens ne savent pas que TG signifie "transgender", sourit Inoue. Ça nous convient de rester discrets. »

18000 consultations

L'Ebisu TG Clinic est née d'un besoin : celui de l'écoute et de l'absence de jugement. Un accueil qui faisait défaut ailleurs, selon Ken Inoue. Posé sur le canapé du hall d'entrée, il se remémore : « En 2010, j'ai d'abord créé G-Pit, un cabinet qui donne des conseils aux personnes trans, et j'ai ensuite proposé mes services à TG Clinic qui a ouvert en 2014. Les personnes transgenres pouvaient alors consulter d'autres hôpitaux pour réaliser leur transition. Mais beaucoup nous disaient qu'ils n'étaient pas bien reçus. Dans les familles aussi c'était compliqué, car la transition rend infertile et les règles d'adoption pour les personnes LGBT+ sont quasi impossibles. Cela bloque la filiation. Alors, on a monté ce service, le premier du genre à Tokyo. » Et qui le reste encore aujourd'hui.

Le conseiller voit toutefois un progrès : « Il y a dix ans, c'était plus compliqué pour les personnes trans. C'est plus simple aujourd'hui, même s'il demeure des difficultés. On peut changer le *koseki* (registre d'état civil, ndlr), mais pour cela, les patient.es doivent forcément subir une opération de retrait des attributs sexuels. »¹ Dans ce but, la clinique sert d'intermédiaire et dispose d'un partenariat avec des hôpitaux du Japon mais, dans près d'un tiers des situations, il faut déployer d'autres stratagèmes. Pour des raisons de coûts, mais aussi d'ouverture d'esprit, elle envoie des patient.es en Thaïlande, plus tolérante. Depuis sa création, Ebisu TG Clinic a accueilli plus de 18 000 consultations pour plus de 3 000 transitions : 2 130 au Japon et 1 430 en Thaïlande. Un choix qui a permis de raccourcir un peu le temps d'attente, mais entre les rendez-vous avec les psychiatres et les chirurgiens disponibles seulement un an plus tard, la transition prend toujours plusieurs années.

Parmi les personnes qui viennent le voir, Ken Inoue note une majorité de personnes nées femmes. La question de la réassignation à une identité étant parfois accélérée par un paramètre : « Au Japon, la position des femmes est sous domination masculine. Peut-être que c'est moins évident de vouloir s'affirmer en tant que femme trans et, inversement, peut-être que ça donne un surcroît

1 - Lire l'article de Johann Fleuri, *Japon côté queer*, dans *TEMPURA* n°3 (automne 2020).

Satoko, Momoko et leur fils chez elles à Tokyo, en juin 2023

En tant que maman
 non porteuse, j'ai très peu
 de droits par rapport à notre fils.
 Je ne pourrais pas le chercher à l'école si Satoko



était hospitalisée par exemple. 77

2020, a institué un partenariat conjugal permettant aux couples de même sexe et aux enfants du foyer de former une famille.

Mais pour créer une vague plus puissante, Momoko promeut l'union : « Nous, on veut fédérer toutes les communautés LGBT+. Nous ne sommes pas TERF (trans-exclusionary radical feminists, féministes qui n'intègrent pas les femmes trans dans leurs combats, ndlr). » Et de rejoindre le constat de Ken Inoue : « C'est parce que nous sommes atomisés que nous n'avons pas assez de poids. »

« On fait de la J-pop comme n'importe quel autre groupe »

Cette dimension politique, Mikity la refuse ou, du moins, cherche-t-il à l'inspirer sans porter directement de messages. Le leader de Nichome no Sakigake Coming Out, groupe pop unique en son genre, formé par quatre idols gays, accueille dans l'appartement qui leur sert de lieu de vie. Un foyer impersonnel dans un coin pavillonnaire quelconque de Tokyo. Imaginé en 2011, le quasi one-man band (Mikity écrit, compose, chorégraphie...) se déploie depuis 2017 en enchaînant des dizaines de shows tous les ans dans les clubs de Shinjuku et de Shibuya. Finalement, NSCO a publié son premier album en mai dernier : *Gay Star in the Galaxy*. Un mélange d'esthétique fluo portée par des titres très dansants et de balades magnifiées par des clips où les chanteurs se promènent, mélancoliques, sous des parapluies. Les codes « idols » sont respectés. D'ailleurs, Mikity ne se défile pas au moment de citer ses influences : « Depuis que j'ai l'âge de 13 ans, je voulais être une Morning Musume. » En concert, le groupe remplit totalement le cahier des charges d'un ersatz du groupe culte : costumes colorés, chorégraphies millimétrées, sourires permanents... devant un parterre de fans qui agitent leurs *lightsticks* jusqu'à l'épuisement.

Une tribune pour passer des messages ? « Pas du tout. Avec notre musique, on veut toucher le public des idols, pas seulement les personnes gays. On ne raconte pas notre vie d'homosexuels à Tokyo. Nous, on fait de la J-pop comme n'importe quel autre groupe. En nous montrant tels que nous sommes, nous espérons simplement que le Japon sera plus tolérant. » Ainsi, leurs chansons fleur bleue parlent d'amour sans parler de genre. Mikity estime que « chaque société a ses bons et ses mauvais aspects, il faut faire avec. On espère quand même que ça va changer. Et puis, au Japon, qu'on soit gay ou pas, c'est de toute manière difficile de vivre pour la jeunesse ». Dans leurs paroles, résolument positives, ils développent à loisir le thème préféré des idols : donner le meilleur de soi-même. Illustration avec le titre *Nega-chan vs Posi-chan* où ils appellent les fans à délaissier leur côté sombre : « Faites-vous un compliment à chaque fois que vous le pouvez. Ne manquez pas les petits succès ! »

NSCO n'affiche d'autres ambitions que des succès artistiques. Mais le groupe sait déjà qu'il peut avoir un impact positif, même limité : si trois des membres ont connu un coming-out bienveillant dans leurs familles, cela a été plus compliqué pour le plus jeune d'entre eux, Eiichi. De sa voix calme, il confirme : « Rejoindre le groupe m'a donné la force de parler à mes parents. Et ils ont fini par m'accepter moi et mon envie de chanter. »

Valeurs traditionnelles

Trois expériences qui dépeignent des réalités disparates au sein des communautés LGBT+, avec un point commun : tous établissent des stratégies pour composer avec les différents carcans japonais. Un instantané qu'Olivier Fabre replace dans le temps long de son activité militante. Tokyoïte au passeport français, mais élevé au Japon par une mère franco-britannico-japonaise, ce journaliste a créé la branche locale de Pride at Work (ONG défendant l'égalité pour les personnes LGBT+ dans le monde du travail) avant de rejoindre en 2019 Pride House Tokyo, une structure permettant de sensibiliser différentes institutions aux questions d'égalité.

Activiste attentif, Olivier Fabre a observé le double standard japonais : « Le Japon est un pays sûr pour les personnes LGBT+, avec peu de violence. Et en considérant les personnages travestis et homosexuels dans les manga – même si c'est souvent le sujet de blagues –, on pourrait croire que c'est accepté. Cependant, la discrimination au Japon est plus subtile. Par exemple, les propriétaires refusent souvent de louer des appartements aux couples de même sexe. » On peut aussi penser à ces familles qui interdisent aux personnes LGBT d'assister aux funérailles de leur conjoint.e, comme ce fut le cas, à Osaka en 2021, pour un homme de 72 ans qui fut également expulsé de sa maison par la famille de son conjoint décédé, malgré leurs 40 ans de vie commune. La situation est aussi préoccupante chez les jeunes. Signe d'un mal-être bien actuel, un sondage commandé par l'association NPO ReBit en décembre 2022 indiquait que près de 50 % des 12-34 ans se déclarant LGBT+ avaient eu des pensées suicidaires au cours de l'année, et 14 % avaient tenté un passage à l'acte, soit des proportions quatre fois supérieures à l'ensemble de la jeunesse japonaise.

Ce qui fait dire à Olivier Fabre que, pendant longtemps, la communauté LGBT+ n'a pas eu à se battre contre le tabou religieux ou le harcèlement comme dans d'autres pays, mais plutôt contre « une homophobie internalisée et un état d'esprit lié aux valeurs de la famille traditionnelle qui perdure encore ». Mais qui a commencé à bouger, notamment avec la décision de l'arrondissement de Shibuya en 2015 reconnaissant un certificat pour les couples de même sexe. Un arrêté qui a été imité dans plusieurs collectivités, si bien que 65 % des Japonais vivent désormais dans une collectivité qui reconnaît ce genre d'union. Beaucoup dans la population sont devenus supporters de ce mariage, une tendance que le quinquagénaire tempère : « Ils disent "je n'ai pas de problème avec les personnes LGBT", mais seulement si ça ne concerne pas leurs enfants ou leur famille. »

En couple depuis 20 ans, Olivier Fabre s'est également personnellement posé la question de contourner la loi : « Moi, j'ai pu acheter une maison à Shibuya avec mon compagnon japonais grâce à l'arrêté de 2015. Mais s'il se passe quelque chose pour lui ou pour moi, ce certificat ne vaudra rien pour garder un avantage fiscal ou hériter. On a pensé à aller en France pour se marier ou contracter un PACS, mais je n'y ai pas vécu depuis l'âge de deux ans et la paperasse me fait peur. Sans compter qu'on ne sait pas du tout ce que ce statut pourrait nous donner au Japon. »

domaine du privé au Japon, analyse la chercheuse. Elle se montre de façon cachée. Aujourd'hui encore, on ne représente pas le sexe, mais on ne l'écrit pas non plus. Dans les revues pornos, il est écrit man00 en lieu et place de "manko" (" chatte " en japonais, ndlr). Cette question reste privée, alors elle a du mal à émerger en tant qu'objet politique. Comme vous ne vous affichez pas, vous ne pouvez pas susciter de soutien. »

Petits succès, grande victoire?

Le frein est aussi dans l'absence de relais dans la vie publique japonaise. À la fois sur le plan politique, avec des débats sclérosés par une classe politique majoritairement masculine et un système d'entre-soi depuis des dizaines d'années⁴, mais aussi sur le plan des mouvements civiques. Le militantisme peine, car, explique Aline Henninger, « ce qui caractérise les mouvements LGBT+ au Japon, c'est le "Pas militant mais militant". Je pense à Matsuko Deluxe, un célèbre travesti de la télévision japonaise, qui ne fait aucun militantisme sur le plateau. Il manque une chambre d'écho ».

Alors qu'en France, une alliance entre mouvements lesbiens et gays s'est opérée, ce ne fut pas le cas au Japon où les groupes LGBT+ restent morcelés. La preuve avec le mouvement Equal Marriage Japan dans lequel peu d'hommes se sont agrégés : « Il y a moins de gays dans ces opérations qui sont surtout portées par des lesbiennes, car les hommes sont moins intéressés. Eux peuvent vivre leur double vie tranquillement », appuie Aline Henninger. Un point de vue auquel souscrit Olivier Fabre : « Il y a 20 ans, les mecs gays ou bi avaient souvent des enfants avec des femmes avec qui ils étaient mariés, mais continuaient à fréquenter nos bars et avaient des petits amis à côté. D'ailleurs, je me souviens que certains clients disaient à d'autres gays qu'il fallait se marier. » Pour le bien de la famille japonaise.

Alors, l'enthousiasme de la chercheuse se trouve surtout dans la justice qui conduit le politique à bouger : « L'arrêt de l'arrondissement de Shibuya est important, tout comme la loi de 2016 contre les propos diffamatoires ou incitant à la haine. À chaque fois que les gens portent leur problématique en justice, les décisions prises font bouger les lignes. » De la même façon, le 11 juillet dernier, la Cour suprême a aussi rendu un verdict donnant raison à une femme transgenre d'utiliser les toilettes pour femmes dans son entreprise. Autant de signes d'un frémissement. Aline Henninger voit également une évolution dans l'intimité des familles : « Faire son coming-out est devenu un vrai sujet. Parmi les personnes LGBTQ+ avec qui je discute au Japon, je constate que c'est passé de "c'est hors de question de faire notre coming-out" à "et si on le faisait?". » Et de céder à un nouvel optimisme : « En 2012, j'avais estimé à 20 ans l'arrivée de possibles avancées. Finalement ça aura été plus rapide. » La marche est encore trop haute pour obtenir le mariage des couples de même sexe puisqu'il faudrait changer l'article 14 de la Constitution, réclamant un référendum et un vote au 2/3 à la Diète. Fortement improbable actuellement. En attendant, il ne faudra pas manquer les petits succès.

En 2012, Aline Henninger réalise un travail de master en anthropologie sur les femmes lesbiennes et la question du mariage pour les couples de même sexe au Japon. La jeune chercheuse décrit la débrouille, les couples de femmes qui ont des enfants issus d'unions précédentes, les PMA artisanales... « Ça ressemblait à la situation des lesbiennes en Occident dans les années 1970. » Devenue depuis maîtresse de conférence à l'université d'Orléans, elle poursuit ses travaux sur les questions LGBT+³ et tente de trouver des explications au fait que le Japon soit à la traîne dans ce domaine. « Avec mes collègues sociologues ou anthropologues, on acte que la sexualité est restée du

3 - Sur ce thème, lire de l'autrice, « L'égalité des sexes (remise) en question », dans *Loyauté et patriotisme (le retour)*, coécrit avec Christian Galan et Yves Cadot, éd. PUR, 2022; et « Les mouvements féministes et les militantes lesbiennes : la sororité à l'épreuve de la norme hétérosexuelle », dans *Japon Pluriel* 13, éd. Picquier, 2023.
4 - Le Parti libéral démocrate, au pouvoir, répondrait qu'ils ont consenti à des efforts en discutant en 2021 d'une loi anti-discrimination; sauf que le texte a été largement édulcoré passant d'une mention « c'est interdit » à « ça ne devrait pas avoir lieu ».



Le groupe d'idols Nichome no Sakigake Coming Out, dans les loges avant leur concert à Tokyo en novembre 2023.

Mathieu Rocher est journaliste indépendant.

« Avec notre musique, on veut toucher le public des

idols, pas seulement les personnes gays. On ne raconte pas notre vie d'homosexuels à Tokyo. Nous, on fait de la J-Pop comme n'importe quel autre groupe. En nous montrant tels que nous sommes, nous espérons simplement que le Japon sera plus tolérant. »